



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

collèges

Question écrite n° 78655

Texte de la question

M. Christian Kert attire l'attention de Mme la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche sur les inquiétudes visant l'apprentissage de l'allemand en France et les mesures concernant les langues proposées à la négociation syndicale dans le cadre de la réforme du collège. En effet, le maintien annoncé « des classes bi-langues de 6e assurant la continuité de l'apprentissage d'une langue vivante autre que l'anglais à l'école élémentaire » programme la suppression des classes bilangues, largement majoritaires, où les élèves ne poursuivent pas mais commencent à apprendre l'allemand. Cela conduirait à faire périlcliter ce dispositif alors qu'il a permis une stabilisation du nombre d'élèves germanistes et provoquerait le déclin de l'apprentissage de l'allemand. La disparition de ces classes irait à l'encontre des objectifs nationaux d'une intensification de l'apprentissage de l'allemand en France, conformément aux engagements binationaux pris lors du plan de relance de l'enseignement de l'allemand en France, engagements réaffirmés avec force lors du 50e anniversaire du Traité de l'Élysée. Par ailleurs, l'apprentissage d'une seconde langue vivante dès la 5e, loin de constituer une avancée, pourra être préjudiciable à la qualité de l'apprentissage dès lors que le même volume hebdomadaire de cours est réparti sur trois années au lieu de deux, entraînant un émiettement et une faiblesse horaires défavorables au développement des compétences de communication en langue étrangère... Enfin, il est prévu que les sections européennes, qui proposent un enseignement renforcé en langue vivante associé à une discipline non linguistique, disparaissent des collèges. Il semble paradoxal qu'à l'heure où la maîtrise des langues vivantes est cruciale, non seulement pour l'emploi mais encore pour la construction d'une Europe plurilingue et fraternelle, ces parcours de qualité bien identifiés soient supprimés au lieu d'être généralisés. De tels changements auraient de graves conséquences sur tout ce que le franco-allemand peut offrir, en termes d'échanges, de certifications, de mobilité future et de doubles cursus du post-bac. Les chances d'études et d'emploi pour les germanistes sont pourtant précieuses pour l'avenir des jeunes. De plus, se priver d'un tel vivier semble incompréhensible sur le plan économique. L'amitié franco-allemande reste exemplaire. Il est important de mobiliser la jeunesse au bénéfice de cette amitié au cœur de la coopération européenne, et donc de promouvoir la langue de notre principal partenaire culturel, commercial, économique et politique. Or l'enseignement de l'allemand en France tient une place essentielle dans cette mobilisation. C'est pourquoi il lui demande de prendre en compte l'ensemble de ces considérations afin que l'enseignement de l'allemand au collège ne soit pas fragilisé mais bien au contraire consolidé dans le cadre de la réforme envisagée.

Texte de la réponse

L'amélioration des compétences en langues vivantes étrangères des élèves français est l'une des priorités essentielles de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les langues vivantes étrangères tiennent non seulement une place fondamentale dans la construction de la citoyenneté, dans l'enrichissement de la personnalité et dans l'ouverture au monde, mais sont également un atout dans l'insertion professionnelle des jeunes, en France comme à l'étranger. S'agissant de la langue vivante 1, l'introduction de son apprentissage dès le cours préparatoire à partir de la rentrée 2016 et le maintien des horaires au collège augmenteront l'exposition des élèves sur l'ensemble de la scolarité obligatoire. Cet

enseignement continu tout au long de la scolarité obligatoire contribuera à élever le niveau des élèves français en langue vivante étrangère, à l'oral comme à l'écrit. Cette mesure profitera notamment aux jeunes qui étudient l'allemand à l'école. Le fléchage des postes de professeurs habilités à enseigner l'allemand dans les écoles et l'élaboration de nouvelles cartes académiques des langues assurant la continuité des parcours d'apprentissage des langues de l'école élémentaire au collège contribueront à une plus forte diversité linguistique. Par ailleurs, avec la réforme du collège, dont la mise en oeuvre sera effective à la rentrée scolaire 2016, les élèves ayant bénéficié à l'école élémentaire de l'enseignement d'une autre langue vivante étrangère que l'anglais pourront se voir proposer un enseignement dans cette langue à compter de la classe de sixième, ce qui contribuera à dynamiser la diversité linguistique dans le premier degré en encourageant en particulier l'apprentissage de l'allemand. Les réseaux d'éducation prioritaire (REP et REP+) constitueront une cible prioritaire pour le développement d'une offre linguistique diversifiée dans le premier degré et la mise en place de dispositifs bi-langues de continuité au collège. S'agissant de la seconde langue vivante, la réforme du collège avance d'un an son apprentissage, qui démarre désormais pour tous les élèves dès la classe de cinquième. Les élèves suivront deux heures et demi hebdomadaires de langue vivante 2 de la cinquième à la troisième, contre trois heures hebdomadaires en classe de quatrième et de troisième actuellement, soit 54 heures de plus de langue vivante 2 au cours de leur scolarité au collège. Tous bénéficieront par conséquent avec la réforme du collège de plus d'heures de cours en langues vivantes étrangères, quand moins de 11 % des élèves de troisième étaient aujourd'hui en section européenne. La réforme du collège offre de plus la possibilité d'un véritable renforcement linguistique avec la présence des langues vivantes étrangères dans les enseignements pratiques interdisciplinaires sur le modèle de la discipline non linguistique dans les sections européennes de lycée. La politique volontariste conduite en faveur du développement de l'apprentissage de l'allemand se traduit par une hausse importante des postes offerts au recrutement en allemand : 443 postes en 2014, 514 en 2015, contre 199 en 2010. Cette augmentation anticipe la hausse du nombre d'élèves pratiquant l'allemand au collège. Au-delà, la coopération franco-allemande reste une priorité de l'action internationale du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. A notamment été lancé à la fin de l'année 2014 le réseau « écoles maternelles bilingues - Elysée 2020 » qui compte déjà plus de 110 établissements et qui permettra aux enfants de France et d'Allemagne d'apprendre la langue de l'autre dès le plus jeune âge. En parallèle, les jumelages entre établissements continuent à se développer et devront être amplifiés grâce au concours de l'Office franco-allemand pour la jeunesse. Les décisions en matière d'enseignement de l'allemand et de coopération éducative s'inscrivent ainsi dans le prolongement des engagements pris lors des sommets franco-allemands et dans le cadre du Traité de l'Elysée.

Données clés

Auteur : [M. Christian Kert](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (11^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 78655

Rubrique : Enseignement secondaire

Ministère interrogé : Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Ministère attributaire : Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [28 avril 2015](#), page 3165

Réponse publiée au JO le : [20 octobre 2015](#), page 7939